

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/4030

17 juin 1958

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux membres du Conseil de sécurité, pour information, le rapport ci-joint du major général Carl Carlsson von Horn, Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, sur l'incident qui s'est produit le 26 mai 1958 sur le mont Scopus, près de Jérusalem. Le rapport comprend trois parties. La première traite dans le détail des circonstances dans lesquelles le lieutenant-colonel G.A. Flint, représentant du Chef d'état-major pour le mont Scopus, a perdu la vie et des enquêtes menées de part et d'autre. La deuxième partie retrace les antécédents de l'incident. La troisième contient les conclusions du Chef d'état-major.

ORGANISME CHARGE DE LA SURVEILLANCE DE LA TREVE
QUARTIER GENERAL

Jérusalem, le 7 juin 1958

RAPPORT SUR L'INCIDENT QUI S'EST PRODUIT LE 26 MAI 1958 SUR LE MONT SCOPUS

I

1. On dispose sur l'incident qui s'est produit le 26 mai 1958 dans la zone du mont Scopus de renseignements provenant de trois sources : a) témoignages de membres du personnel de l'Organisme de surveillance (UNTSO) concernant ce qui s'est passé depuis le moment où ils se sont rendus sur les lieux et texte des communications de l'UNTSO pendant l'incident; b) enquêtes du côté israélien; c) enquêtes du côté jordanien. Etant donné la nature de l'incident, ces deux dernières enquêtes ont consisté exclusivement à recueillir des dépositions de témoins puisqu'aucune preuve matérielle - à l'exclusion des blessures reçues par des personnes qui avaient été évacuées du lieu de l'incident sans enquête préalable - ne pouvait contribuer de façon déterminante à établir les faits. Dans ces conditions, j'ai estimé que pour donner un aperçu de l'incident, le mieux était d'exposer séparément les renseignements provenant de chacune de ces trois sources.

a) Les événements, d'après le témoignage du personnel de l'UNTSO

II

2. D'après les témoignages de membres du personnel de l'UNTSO et le texte des communications, on peut retracer comme suit les événements.
3. A 14 h. 30 (heure locale), le 26 mai 1958, la délégation jordanienne auprès de la Commission mixte d'armistice du Royaume Hachémite de Jordanie - Israël a téléphoné au bureau de la Commission pour se plaindre que des Israéliens tiraient du mont Scopus sur le village d'Issaouïa (point A sur le plan joint).
4. Quelques minutes plus tard, mon représentant pour le mont Scopus, le lieutenant-colonel Flint, accompagné par un observateur militaire de l'ONU, est parti pour Issaouïa tandis qu'un autre observateur se rendait dans le secteur juif du mont Scopus (point B sur le plan joint). Des rapports transmis par le lieutenant-colonel Flint et les observateurs militaires à leur arrivée sur les lieux, il ressort qu'on tirait alors des deux côtés. Du côté jordanien, les coups

/...

de feu provenaient apparemment de points situés à l'est et au sud-est du village. Les habitants circulaient dans les rues et on ne signalait aucun coup de feu tiré du village même. Dans le secteur juif, où des fusils, des mitrailleuses légères et des pistolets mitrailleurs étaient en action, le commandant de la police israélienne signalait que deux membres d'une patrouille israélienne gisaient blessés dans la zone du Jardin de Salomons (appelé aussi Jardin de Shlomit) approximativement au point MR 17385 13355 (point C sur le plan joint) et que les Israéliens tiraient pour couvrir leur retour. Le commandant de la police ajoutait que les premiers coups de feu avaient été tirés d'un point situé sur la route à environ 250 mètres au nord-ouest du village d'Issaouïa.

5. A 14 h. 50 (heure locale) le responsable israélien pour le mont Scopus s'est plaint par téléphone au quartier général de l'UNTSO que des Jordaniens avaient tiré sur une patrouille de police israélienne de cinq hommes dans la zone du Jardin de Salomons. Des cinq hommes, trois étaient revenus, dont un blessé. Deux Israéliens manquaient à l'appel.

6. Dès son arrivée dans le secteur juif, l'observateur militaire a demandé au commandant de la police de faire cesser le feu. Au même moment, le quartier général de l'UNTSO demandait à la délégation jordanienne de faire cesser le feu du côté jordanien. Un autre observateur est arrivé dans le secteur juif vers 15 h. 10 (heure locale) pour aider à l'évacuation des blessés. L'assistant médical de l'UNTSO a aussi reçu ordre de se rendre dans le secteur juif du mont Scopus.

7. Vers 15 h. 20 (heure locale) un observateur a reçu l'ordre de quitter le secteur juif avec un groupe non armé de quatre brancardiers et d'aller à la rencontre du lieutenant-colonel Flint et de l'observateur qui venait avec lui d'Issaouïa. On tirait encore apparemment à la fois du côté jordanien et du secteur juif du mont Scopus. Aucun coup de feu ne venait du village d'Issaouïa. Le lieutenant-colonel Flint et les observateurs militaires se sont rejoints approximativement au point MR 17382 13360 et se sont dirigés avec un drapeau blanc vers l'endroit où l'on croyait les Israéliens immobilisés, approximativement au point MR 17385 13355. Cependant, un autre observateur, qui s'était rendu au nord de la zone démilitarisée du mont Scopus, avait signalé qu'on ne tirait pas dans ce secteur et avait reçu l'ordre de gagner Issaouïa.

8. Entre 15 h. 30 et 15 h. 45 (heure locale), le lieutenant-colonel Flint, les deux observateurs et le groupe de brancardiers avaient rejoint une patrouille de secours israélienne partie à la recherche des deux manquants de la première patrouille. Plusieurs coups de feu, venant de l'est et du nord-est, ont été tirés dans leur direction. Un tir en rafales et des coups de fusil venaient aussi du secteur juif. A 15 h. 32 (heure locale), un Israélien du groupe a été blessé. Comme chaque mouvement du groupe provoquait de nouveaux coups de feu, le lieutenant-colonel Flint et un observateur ont commencé à 14 h. 54 (heure locale) à se replier vers Issaoula afin de se mettre en rapport avec la délégation jordanienne et d'assurer un cessez-le-feu complet avant de poursuivre l'évacuation du groupe immobilisé. Un observateur a été laissé avec le groupe, dans une zone qui n'offrait pratiquement pas de couvert. A ce moment-là, le groupe signalait un officier tué et deux hommes blessés. En outre, la patrouille de secours israélienne n'avait pu trouver les deux manquants de la première patrouille de police.

9. Pendant ce temps, on s'efforçait sur place de convaincre la police du secteur juif qu'il fallait faire complètement cesser les coups de feu, et le quartier général de l'UNESCO se mettait en rapport à plusieurs reprises avec la délégation jordanienne de façon à assurer un cessez-le-feu du côté jordanien.

10. A 15 h. 57 (heure locale), le lieutenant-colonel Flint a rencontré à l'hôtel Shepherd, près du mont Scopus, le délégué jordanien en second et le Brigade Major représentant le commandant local jordanien. Il a reçu d'eux l'assurance que des dispositions allaient être prises pour que les coups de feu cessent immédiatement du côté jordanien. Le lieutenant-colonel Flint et un observateur sont alors retournés à Issaoula, tandis qu'un autre observateur se rendait dans le secteur juif du mont Scopus.

11. Vers 16 h. 15 (heure locale), le lieutenant-colonel Flint et un observateur, portant chacun un drapeau blanc, sont partis d'Issaoula en direction de l'endroit où les Israéliens et un observateur étaient immobilisés. Comme ils les rejoignaient vers 16 h. 30 (heure locale) - et se rendaient compte qu'une quinzaine d'hommes se trouvaient là immobilisés - les coups de feu, qui avaient continué jusque-là de manière intermittente, ont cessé presque complètement. Cependant, le lieutenant-colonel Flint a signalé à de nombreuses reprises que tout mouvement du groupe provoquait des coups de feu, tirés apparemment par un homme isolé posté en territoire jordanien, à l'est. Ce renseignement a été communiqué à la

délégation jordanienne qui a été priée d'agir sans retard pour que tous les tirs cessent.

12. A 16 h. 32 (heure locale), le commandant de la police israélienne dans le secteur juif a fait savoir que si la patrouille israélienne n'était pas dégagée dans la demi-heure, il prendrait lui-même l'affaire en mains. Sur quoi le lieutenant-colonel Flint a demandé par radio que le commandant de la police soit informé que des dispositions avaient été prises pour assurer un cessez-le-feu complet du côté jordanien, que la situation était en général bien en mains et que le groupe était en train de préparer son repli.

13. Après un échange de vues entre le lieutenant-colonel Flint, les observateurs et le chef de la patrouille israélienne sur la manière d'assurer l'évacuation de l'officier tué et des blessés, ainsi que le repli du groupe, les membres de la patrouille israélienne se sont mis en route à 16 h. 50 (heure locale), le lieutenant-colonel Flint et deux observateurs les accompagnant avec des drapeaux blancs. Un unique coup de feu a alors retenti, tiré apparemment d'assez près, et un Israélien est tombé, touché à la poitrine.

14. Pendant ce temps, un des deux observateurs qui se trouvaient dans le secteur juif s'était dirigé vers le groupe immobilisé, accompagné d'un policier israélien armé. Portant un drapeau blanc, il était sur le point de rejoindre le groupe lorsqu'il entendit une balle siffler au-dessus de sa tête et s'aplatit au sol.

15. A 16 h. 54 (heure locale), le lieutenant-colonel Flint a apparemment décidé d'aller se rendre compte par lui-même de la situation à l'endroit où gisait l'Israélien qui venait d'être blessé, près de l'endroit où se trouvait le corps de l'officier israélien précédemment tué, à peu près au point MR 17388 13355.

Le lieutenant-colonel Flint avait avancé de 40 à 50 mètres, portant un drapeau blanc, quand il y eut un coup de feu isolé; il fut atteint par une balle tirée apparemment, à en juger par le bruit, par l'arme d'où était parti le coup qui avait touché quelques minutes plus tôt le policier israélien. Un Israélien, indemne, qui était allongé à deux mètres seulement du lieutenant-colonel Flint, a crié que celui-ci ne bougeait plus et que l'on pouvait voir le point d'entrée de la balle. Un observateur qui se trouvait non loin de là vit l'impact de la balle et, le lieutenant-colonel Flint étant tombé immédiatement, en a conclu qu'il avait dû être tué sur le coup.

16. Se rendant compte que le groupe était apparemment immobilisé par un tireur d'élite qui avait atteint quatre hommes dans une zone très restreinte, les deux derniers en l'espace de moins de cinq minutes, l'observateur principal du groupe a décidé de renoncer à évacuer les morts et les blessés tant qu'il ferait jour, c'est-à-dire pendant deux heures encore, sauf si le tireur pouvait être repéré et recevoir l'ordre de cesser son tir. Le chef de la patrouille israélienne s'est rangé à cette décision.

17. La délégation jordanienne a été immédiatement informée de la situation par le quartier général de l'UNTSO. Elle a répondu que le cessez-le-feu était respecté par tout le personnel armé jordanien, mais on lui a fait observer qu'il fallait qu'elle fasse immédiatement rechercher, dans la zone située à l'est du mont Scopus, tout tireur isolé qui continuerait son tir, et lui intimer l'ordre de le cesser. La délégation a informé le quartier général de l'UNTSO, à 17 h. 16 (heure locale), que les patrouilles de l'armée jordanienne venaient d'être envoyées dans cette zone.

18. Les Moukhtars du village Issaouïa ont également été priés à deux reprises, par l'observateur qui se trouvait dans le village, d'envoyer quelqu'un essayer de repérer le tireur et faire cesser son tir; mais ils s'y sont refusés, répondant par le truchement d'un interprète que le tireur, à ce qu'il semblait, se trouvait à environ 200 mètres du village et qu'ils ne pouvaient envoyer personne pour l'empêcher de continuer à tirer. L'observateur leur posant de nouvelles questions à ce sujet, les Moukhtars ont répondu d'une manière vague et ont dit ne pas être en mesure de donner des renseignements précis.

19. A 17 h. 20 (heure locale), un observateur du groupe immobilisé a fait savoir que celui-ci comptait deux Israéliens tués et deux blessés, en plus du lieutenant-colonel Flint.

20. Le dernier coup de feu dans le secteur a été signalé vers 17 h. 30 (heure locale). A 18 h. 22 (heure locale), le délégué jordanien principal a avisé le quartier général de l'UNTSO qu'à son avis, le secteur était maintenant sûr. Il a cependant ajouté qu'aucun tireur isolé n'avait encore été repéré et que les recherches se poursuivaient dans le secteur. A 18 h. 32 (heure locale), l'UNTSO demandait que des éléments de l'armée jordanienne fussent postés à l'est du mont Scopus; aucun de ces éléments n'avait été vu dans la région par les observateurs du groupe immobilisé. Le délégué jordanien principal a déclaré que

toutes les mesures possibles avaient été prises pour assurer la sécurité du secteur.

21. L'évacuation des morts et des blessés a été entreprise peu après la tombée de la nuit, à 19 h. 15 (heure locale). Une patrouille israélienne a pénétré dans le secteur pour prêter son aide. A 19 h. 58 (heure locale), les corps du lieutenant-colonel Flint et des deux Israéliens tués, ainsi que les deux blessés israéliens, avaient été amenés dans le secteur de l'université hébraïque. Les observateurs ont ensuite assuré le transport des blessés et du corps du lieutenant-colonel Flint dans la nouvelle ville de Jérusalem, par la porte Mendelbaum. L'armée jordanienne a fourni une escorte pour la traversée du territoire contrôlé par les Jordaniens.

22. Vers 20 h. 15 (heure locale), le chef de la police du secteur juif du mont Scopus a envoyé dans la région du Jardin de Salomons une patrouille de 18 hommes à la recherche des manquants de la première patrouille israélienne, dont les corps ont été retrouvés et ramenés vers 21 h. 30 (heure locale). A 22 h. 15 (heure locale), à la porte Mendelbaum, les observateurs ont remis aux autorités israéliennes les corps des quatre policiers tués.

23. Les pertes se sont élevées au total à cinq tués : le lieutenant-colonel Flint et quatre Israéliens, et deux Israéliens ont été blessés.

24. En plus de la communication verbale de la délégation jordanienne mentionnée au paragraphe 3 du présent rapport, j'ai reçu dans la soirée du 26 mai une plainte écrite de l'autorité jordanienne du mont Scopus, alléguant que le même jour, à 13 h. 30 (heure locale), un groupe d'Israéliens armés avait quitté le bâtiment de l'université hébraïque et, arrivé vers le point MR 17390 13355, avait, avec des mitrailleuses légères, ouvert le feu sur des Jordaniens qui se trouvaient en territoire jordanien. Le tir israélien avait été suivi d'une riposte, et les Israéliens, postés approximativement au point MR 17358 13341, avaient fait feu, avec des fusils et des mitrailleuses moyennes, sur les Jordaniens pour appuyer et couvrir le groupe en question. Après la plainte orale faite au début de l'après-midi (voir ci-dessus par. 5), les autorités israéliennes n'ont envoyé aucune plainte écrite.

b) Institution d'une enquête

25. Le 26 mai au soir, j'ai écrit aux deux parties pour les aviser de mon intention de commencer le lendemain une enquête sur l'incident et leur demander leur pleine coopération.

26. Le 27 mai à 9 heures (heure locale), j'ai eu un entretien avec le Commandant israélien de la région de Jérusalem. Il s'agissait d'un entretien précédemment prévu, mais qui a porté essentiellement sur l'incident du 26 mai. Le Commandant israélien de la région de Jérusalem a indiqué que les autorités israéliennes désiraient que l'incident fasse l'objet d'une enquête menée conjointement par les deux parties.

27. Bien que cette procédure d'enquête conjointe fût sans aucun précédent en rapport avec des incidents survenus auparavant dans le secteur du mont Scopus, et en raison de la nature particulière de la zone démilitarisée, les parties ont été invitées à se rencontrer officieusement le 27 mai à 11 heures (heure locale) pour examiner la suggestion israélienne et, d'une façon générale, la question de l'enquête sur l'incident. La réunion a été présidée par l'observateur que j'avais chargé de l'enquête.

28. A cette réunion, les représentants israéliens se sont prononcés pour enquête conjointe sur l'incident. Les représentants jordaniens, toutefois, ont fait valoir que puisqu'il existait un différend au sujet de la carte sur laquelle on pouvait valablement s'appuyer pour déterminer les limites de la zone démilitarisée du mont Scopus, il était impossible de s'entendre sur la question de l'endroit où l'incident avait eu lieu - dans la zone démilitarisée ou sur le territoire contrôlé par la Jordanie. Ils ont déclaré que cette situation créerait des difficultés insurmontables pour l'organisation d'une enquête conjointe. Il a été alors décidé que des enquêtes distinctes seraient effectuées de part et d'autre. Le Président a indiqué qu'il prendrait lui-même plus tard une décision sur la question de savoir si l'équipe d'enquêteurs devait se rendre à l'endroit même où des coups de feu avaient été échangés.

c) Enquête du côté jordanien

29. L'enquête du côté jordanien a eu lieu les 27, 30 et 31 mai.

30. Le commandement local de l'armée jordanienne a été prié de mettre à la disposition de l'équipe d'enquêteurs des témoins pouvant faire une déposition au sujet de l'incident du 26 mai. Trois témoins ont été produits et ont été interrogés.

31. Un caporal de l'armée jordanienne a déclaré que vers 13 heures (heure locale), le 26 mai, il effectuait une patrouille avec deux autres soldats sur un sentier menant à l'est du Jardin de Salomons, environ au point MR 17430 13353 (D sur le plan ci-joint). Des coups de feu avaient brusquement été tirés dans la direction de sa patrouille, et le caporal avait noté la présence d'une patrouille israélienne au bas de la pente du Jardin. La patrouille jordanienne avait pris position et riposté. Ledit caporal a déclaré que pendant cet échange de coups de feu, on avait également tiré dans la direction de la patrouille jordanienne, avec des mitrailleuses moyennes et légères, depuis l'université hébraïque et l'hôpital Hadassah, situés dans le secteur juif du mont Scopus. Alors que sa patrouille était immobilisée, le caporal jordanien avait aperçu des hommes, venant de la direction de l'université, approcher de la patrouille israélienne. A environ 15 h. 45 (heure locale), un aspirant de la même unité que le caporal s'était approché de la position tenue par la patrouille jordanienne et lui avait ordonné, de loin, de cesser le feu et de se replier. La patrouille avait exécuté cet ordre en rampant sur 120 à 150 mètres, puis s'était mise à couvert dans un oued. La patrouille s'était ensuite retirée derrière la colline située à l'est du Jardin de Salomons (au point MR 1745 1332). Lorsqu'on l'a questionné, le caporal a déclaré qu'il n'avait pris part à aucun autre engagement, qu'à sa connaissance il n'y avait pas eu d'autre patrouille dans cette zone, qu'il n'avait entendu aucun coup de feu provenant de la région du village d'Issaouïa et qu'il n'avait aperçu à aucun moment, à cet endroit, une personne portant un drapeau blanc.

32. Un soldat de première classe de l'armée jordanienne, qui faisait partie de la même patrouille que le premier témoin, a pleinement corroboré sa déposition, tant par sa déclaration que par les réponses qu'il a faites aux questions qui lui ont été posées.

33. Un aspirant de l'armée jordanienne a déclaré qu'il était avec son unité lorsqu'il a reçu, vers 15 h. 30 (heure locale), un ordre du Brigade Major lui enjoignant de partir immédiatement et d'assurer le repli d'une patrouille jordanienne qui échangeait des coups de feu avec des Israéliens à l'est du Jardin de Salomons. Il s'était rendu en automobile jusqu'à cet endroit, puis avait continué à pied vers la patrouille. Il avait pénétré dans un secteur pris sous un tir

violent dirigé depuis l'hôpital Hadassah et l'université hébraïque. Il s'était avancé en rampant pour être à portée de voix de la patrouille et lui avait donné l'ordre de cesser le feu et de se replier dans sa direction. La patrouille avait rejoint son unité avec lui. Lorsqu'on l'a questionné, l'aspirant en question a indiqué qu'il avait rejoint la patrouille entre 15 h. 50 et 16 heures (heure locale) et qu'il n'avait aperçu dans ce secteur - qu'il n'avait pu observer à cause de la violence du tir - aucune personne portant un drapeau blanc.

34. Le commandement local de l'armée jordanienne a déclaré qu'il ne pouvait produire aucun autre témoin ayant pris part à d'autres échanges de coups de feu ou en ayant observé.

35. L'équipe d'enquêteurs de l'UNTSO a interrogé deux témoins au village d'Issaouïa. L'un des Moukhtars a déclaré qu'il se trouvait dans une maison lorsque les coups de feu avaient commencé, et qu'il avait pu entendre, sans rien voir cependant, qu'il s'agissait d'un tir nourri. Il avait vu des observateurs de l'ONU entrer dans le village et en sortir, et il était resté avec l'un d'eux jusqu'à 21 heures (heure locale). Tant que la fusillade avait duré, tous les habitants du village étaient restés chez eux. Lorsqu'on lui a demandé si lui-même ou l'un des habitants du village avaient entendu des coups de feu dans le village même ou au sud-est du village, il a répondu qu'ils n'étaient pas en mesure de dire d'où venaient ces coups de feu. Interrogé sur le point de savoir si aucun des villageois n'avait travaillé dans les champs situés au sud-est du village dans l'après-midi du 26 mai, il a répondu qu'un certain nombre d'habitants travaillaient dans les villages voisins et rentraient habituellement chez eux au crépuscule.

36. On lui a demandé, au cours d'un second interrogatoire, d'expliquer la déclaration qu'il avait faite à un observateur de l'ONU au moment de l'échange de coups de feu, à savoir que personne dans le village ne pouvait essayer de faire cesser le feu d'un tireur isolé parce que celui-ci se trouvait à 200 mètres environ du village (voir le paragraphe 18 ci-dessus); il a alors répondu qu'il ne se souvenait pas avoir dit cela. Il aurait simplement indiqué que les villageois ne voulaient pas courir le risque d'être tués ou blessés par les coups de feu. Il a attribué la déclaration enregistrée par l'observateur militaire au sujet de la position du tireur isolé à une erreur de traduction de la réponse qu'il avait faite en arabe. Il a affirmé qu'il ne savait pas et qu'il ne pouvait se rendre compte

de quel endroit ni de quelle distance partaient les coups de feu. Il ne connaissait personne dans le village qui fût en mesure de le dire.

37. Un habitant du village d'Issaouia a déclaré qu'il avait vu le lieutenant-colonel Flint se dirigeant vers le Jardin de Salomons en portant deux drapeaux blancs. En atteignant la colline, il avait levé les drapeaux et le tir des armes automatiques avait cessé. On entendait de temps à autre des coups de fusil isolés. Vers 16 h. 45 (heure locale), le témoin avait vu un drapeau tomber et le lieutenant-colonel Flint se mettre à genoux. Il avait cessé de le voir ensuite. Il avait aperçu quelques Israéliens se dirigeant vers l'université hébraïque.

38. L'équipe d'enquêteurs de l'UNTSO a noté la réticence des Moukhtars et des autres habitants du village d'Issaouia, dont elle n'a pu tirer aucun autre renseignement.

39. Deux témoins ont été interrogés à Augusta Victoria, dans le secteur arabe du mont Scopus (E sur le plan ci-joint). Un brigadier de la police arabe a déclaré qu'il se trouvait près de la porte de l'hôpital d'Augusta Victoria aux environs de 13 heures (heure locale). Quand la fusillade avait commencé, il s'était éloigné de l'hôpital pour rejoindre le garde sur la route et avait pu entendre les coups de feu de cet endroit. Il avait distingué un tir intermittent qui venait de l'oued situé derrière la crête du Jardin de Salomons et auquel répondaient des rafales de coups de feu tirés du secteur de l'université hébraïque. Il avait entendu des détonations jusqu'à environ 15 h. 15 (heure locale) puis le calme avait semblé se rétablir, à part des coups de feu qui partaient de temps à autre de l'université. La fusillade avait finalement cessé peu après 17 heures (heure locale). Il n'avait pu voir aucun de ceux qui avaient tiré. Sur une question, le brigadier a précisé que, pendant l'incident, aucun coup de feu n'était parti du secteur d'Augusta Victoria, et aucun tir n'avait été dirigé sur ce secteur.

40. Un agent de police qui était de garde sur la route près de l'hôpital d'Augusta Victoria a indiqué que la fusillade avait commencé aux environs de 13 heures (heure locale). Sa déclaration a confirmé en tous points le témoignage du brigadier.

d) Enquête du côté israélien

41. L'enquête a eu lieu du côté d'Israël les 28, 29 et 30 mai. L'équipe d'enquêteurs de l'UNTSO avait essayé de la commencer le 27 mai mais n'avait pu le faire (voir paragraphe 59 ci-dessous).

42. Trois témoins ont été interrogés dans le secteur juif du mont Scopus. Le premier était le chef de la police du secteur juif, qui a donné un compte rendu détaillé de la suite d'événements intervenus dans l'après-midi du 26 mai. Il a déclaré qu'à partir d'environ 12 heures (heure locale) on avait pu observer un mouvement inhabituel de soldats arabes dans la région d'Angusta Victoria.

A 13 heures (heure locale), une patrouille régulière de cinq agents de police israéliens armés d'un pistolet mitrailleur, de quatre fusils et de grenades à main avait quitté l'université hébraïque, aux environs du point MR 17335 13340, pour se diriger vers le Jardin de Salomons. Quand elle s'était mise en marche, on avait remarqué que toute activité avait cessé dans le village d'Issaouïa et que seuls des hommes armés s'y montraient. A 13 h. 20 (heure locale), quand la patrouille avait atteint le point MR 17385 13360, elle avait essuyé des coups de feu et un homme avait été blessé. Le tir partait du village d'Issaouïa et d'une olivette située près du point MR 1743 1340 (F sur le plan ci-joint). Les membres de la patrouille s'étaient jetés à terre et l'un d'eux avait couru à l'aide du blessé. Plus tard, ils avaient ouvert le feu sur l'olivette mais non sur le village d'Issaouïa. Un deuxième d'entre eux avait été blessé et un autre était retourné en courant à l'université hébraïque pour avertir le chef de police.

43. Le commandant de la police a ajouté qu'il avait alors - il était 13 h. 30 (heure locale) - envoyé de l'université hébraïque une autre patrouille de dix hommes armés sous les ordres d'un inspecteur pour évacuer les blessés. La patrouille, qui n'avait pas de brancards, s'était portée en courant au secours des blessés et, quand elle les eut atteints, on avait tiré sur elle des mêmes endroits (Issaouïa et l'olivette). L'inspecteur et l'un des hommes de la deuxième patrouille avaient alors été blessés. Les membres de la patrouille s'étaient jetés au sol et avaient ouvert le feu sur l'olivette. A 13 h. 45 (heure locale), le commandant de la police avait ordonné un tir de mitrailleuse légère de l'université hébraïque sur l'olivette pour couvrir le repli de ses patrouilles. Il a déclaré que des hommes de la deuxième patrouille avaient entendu

un blessé de la première patrouille crier au secours, mais que celui-ci était mort par la suite, n'ayant pu être secouru à temps. Les deux patrouilles avaient tenté d'évacuer les blessés, mais avaient été immobilisées par le feu de tireurs isolés qui se trouvaient dans le village d'Issaouïa, (points MR 1739 1341 et 1736 1341) et dans l'olivette (point MR 1743 1340). L'inspecteur de police qui commandait la deuxième patrouille avait alors été blessé une seconde fois (on l'a trouvé mort lorsqu'on est venu l'évacuer après la tombée de la nuit). On a continué de tirer par intermittence depuis les bâtiments du secteur israélien, à la mitrailleuse légère et au fusil, pour couvrir les mouvements d'une troisième patrouille, composée d'un inspecteur principal et de deux hommes, qui devait tenter l'évacuation. Cette patrouille avait elle aussi été immobilisée par des coups de feu tirés des mêmes endroits vers 15 h. 5 (heure locale) et un autre homme avait été blessé.

44. Le commandant de la police a ajouté que trois observateurs militaires portant des drapeaux blancs étaient arrivés vers 15 h. 20 (heure locale) dans le secteur où les patrouilles étaient immobilisées. Ils étaient accompagnés de quatre policiers israéliens non armés qui portaient deux brancards. Alors que les observateurs se trouvaient avec le groupe immobilisé, une jeep des Nations Unies portant un drapeau blanc se trouvait dans le village d'Issaouïa où, selon le commandant de la police, on avait vu deux ou trois soldats de l'armée jordanienne armés et en uniforme et quelques civils avec des fusils. Il y avait eu des rafales et des coups de feu isolés venant du village. Il y avait également eu des coups de feu isolés tirés de l'est. Deux observateurs étaient revenus au village d'Issaouïa et un autre observateur était resté avec le groupe, dont aucun membre n'avait été blessé pendant cette phase.

45. Le témoin avait donné l'ordre de cesser de tirer des bâtiments du secteur juif pendant que les observateurs tentaient d'évacuer les blessés. La chose avait pris un certain temps car il fallait faire parvenir les ordres à tous les hommes, mais les Israéliens n'avaient plus tiré après 15 h. 30 (heure locale). Il y avait eu alors des tirs d'armes automatiques venant d'Augusta Victoria, dans le secteur arabe du mont Scopus (approximativement au point MR 17375 13270) et du mont des Français, au nord du mont Scopus (approximativement au point MR 17270 13475) (points E et G sur le plan ci-joint). Les tirs déclenchés de ces deux endroits, qui avaient commencé vers 15 heures (heures locale) du

secteur d'Augusta Victoria et peut-être en même temps du mont des Français s'étaient poursuivis jusqu'à 16 heures (heure locale) mais les Israéliens n'y avaient pas répondu. Bien que les coups de feu tirés du côté israélien eussent cessé vers 15 h. 30 (heure locale), les Arabes avaient continué de tirer et certains des blessés étaient morts, le tir des Arabes ayant empêché de les évacuer.

46. Le commandant de la police a déclaré en outre que deux observateurs portant des drapeaux blancs étaient revenus vers 16 h. 25 (heure locale) d'Issaouïa sur les lieux où les patrouilles étaient immobilisées, et avaient demandé aux brancardiers de ramasser les blessés. S'apprêtant à le faire, les brancardiers s'étaient relevés lorsqu'un coup de feu isolé fut tiré vers 16 h. 50 (heure locale), atteignant un homme en pleine poitrine. Tous les hommes du groupe s'étaient alors de nouveau jetés au sol. A 16 h. 55 (heure locale), on avait vu le lieutenant-colonel Flint, porteur d'un drapeau blanc, descendre à pied jusqu'à l'endroit où l'homme était tombé. On avait alors entendu un autre coup de feu, puis vu le lieutenant-colonel Flint tomber immédiatement et ne plus bouger. Plusieurs membres de la patrouille avaient alors couru jusqu'au commandant de la police israélienne pour rendre compte. On avait reçu de l'observateur qui se trouvait sur le mont Scopus un message signalant qu'on avait pris des dispositions en vue d'un cessez-le-feu, que l'homme qui tirait serait arrêté et que les blessés pourraient être bientôt évacués, dès que les soldats de l'armée jordanienne se seraient emparés de lui. On n'avait ensuite reçu aucun message indiquant que l'homme avait été pris. D'autres coups de feu avaient été entendus après la mort du lieutenant-colonel Flint. Les membres des patrouilles et les observateurs militaires étaient restés au sol jusqu'à la nuit.

47. D'après le commandant de la police israélienne, une autre patrouille avait été envoyée sur les lieux après la tombée de la nuit et avait aidé à évacuer les morts et les blessés. Elle avait alors continué de rechercher les deux disparus de la première patrouille, dont on savait que l'un était blessé. On les avait trouvés morts tous les deux et on avait ramené leurs corps jusqu'aux bâtiments de l'université hébraïque. Les corps du lieutenant-colonel Flint et des quatre Israéliens tués, de même que les deux policiers israéliens blessés, avaient été ramenés jusqu'à la porte Mandelbaum par des observateurs. Le commandant de la police a donné à l'équipe d'enquêteurs de l'UNTSO le nom des tués et blessés israéliens.

48. Les deux autres témoins israéliens ont déclaré qu'ils faisaient partie du groupe qui avait été immobilisé dans le Jardin de Salomons. Leur déposition, qui a porté sur les événements de l'après-midi auxquels ils avaient été personnellement mêlés, a corroboré le témoignage du commandant de la police. Ils ont également fourni des détails supplémentaires, tant dans leurs déclarations qu'en réponse aux questions qui leur ont été posées.

49. Le deuxième témoin avait fait partie de la patrouille initiale de cinq hommes. Il a indiqué que la patrouille avait essuyé les premiers coups de fusil alors qu'elle était en marche et qu'elle était parvenue à environ 40 à 50 mètres à l'est de la dernière maison du village d'Issaouïa, et que le tir venait des abords de l'olivette. Quelques secondes plus tard, le chef de la patrouille lui avait ordonné de riposter et, plus tard encore, un homme avait été atteint par trois balles. Le témoin était retourné jusqu'aux bâtiments de l'université hébraïque chercher du secours pour les blessés. Alors qu'il se dirigeait vers les bâtiments, plusieurs mitrailleuses avaient ouvert le feu depuis le village. Revenant au Jardin de Salomons avec un autre homme, ils avaient porté secours à un blessé de la deuxième patrouille, mais on avait de nouveau tiré sur eux depuis le village et ils avaient de nouveau dû se jeter au sol. Un peu plus tard, le témoin s'était mis à courir avec la patrouille composée de l'inspecteur et de deux hommes, mais avait encore une fois dû se plaquer au sol. On lui avait donné l'ordre de regarder en direction d'Augusta Victoria. On lui avait demandé un peu plus tard s'il avait vu des observateurs, mais il n'en avait vu aucun. Puis il avait vu un observateur descendre et lui avait montré où se trouvaient les blessés^{1/}. A peu près au même moment, on avait tiré sur lui d'Augusta Victoria avec des armes automatiques. Il était alors resté allongé jusqu'à la tombée de la nuit, puis avait aidé à rechercher les morts et les blessés. Le témoin, interrogé, a décrit l'emplacement de la dernière maison du village dont il avait parlé et de l'olivette. Il s'est déclaré incapable de les localiser sur une carte. Il n'avait vu qu'un observateur dans le secteur. Il a déclaré

^{1/} Cet observateur, dont le témoin a donné le nom, est celui dont il est question au paragraphe 14 ci-dessus.

que les coups de feu tirés sans interruption d'Issaouïa étaient surtout venus de la partie est du village, ainsi que d'autres points, à quelque 300 mètres de distance.

50. Le troisième témoin israélien a déclaré qu'il était l'inspecteur de police qui s'était rendu au Jardin de Salomons avec la troisième patrouille (voir par. 43 in fine). Juste avant cela, il s'était trouvé auprès des bâtiments et avait entendu des coups de feu venant du côté est du village et de la direction de l'olivette. Après l'envoi d'une deuxième patrouille pour aider à évacuer un homme qui avait été signalé blessé, le témoin avait essayé de voir d'où l'on tirait. Il n'avait pas pu le faire, mais il avait remarqué des gens armés qui se déplaçaient dans l'olivette et le village. Un peu plus tard, il avait reçu l'ordre de rejoindre les patrouilles qui se trouvaient dans le Jardin de Salomons parce que l'autre inspecteur avait été blessé. En chemin, il avait entendu des rafales d'armes automatiques au-dessus de sa tête, provenant d'Augusta Victoria. L'un des hommes qui l'accompagnaient avait été blessé par un coup de feu venu de la gauche de l'olivette. Il y avait eu en même temps d'autres coups de feu du côté est du village d'Issaouïa et de la gauche de l'olivette. Un quart d'heure après être descendu auprès des patrouilles, il avait reçu l'ordre de cesser le feu parce que les observateurs avaient atteint le secteur. Il avait donné l'ordre de cesser le feu et les observateurs, agitant leurs drapeaux blancs, avaient rejoint le groupe avec des brancardiers non armés. On avait tiré sur eux depuis le côté est du village d'Issaouïa. Deux observateurs avaient quitté le secteur tandis qu'un autre restait avec le témoin lui demandant de bien s'assurer que les Israéliens avaient cessé le feu. L'inspecteur avait répondu que le tir avait été suspendu dès réception de l'ordre et il avait montré à l'observateur que l'on ne tirait pas. Il était alors 15 h. 30 (heure locale) et le témoin n'avait entendu aucun coup de feu du côté israélien à partir de ce moment-là. En revanche, on avait tiré sur le groupe depuis le village et l'olivette. Vers 16 heures (heure locale), un policier israélien était arrivé, envoyé par le commandant de la police pour s'enquérir de la situation. Une fois le policier reparti, l'inspecteur avait entendu un tir d'armes automatiques qui, pensait-il, était dirigé contre lui depuis Augusta Victoria.

51. Le témoin israélien a ajouté qu'après un certain temps, un observateur était venu et s'était allongé près de lui. Le lieutenant-colonel Flint et un autre observateur étaient alors arrivés et le premier lui avait dit que les Arabes ne tiraient plus sur eux. Ils étaient partis chercher les blessés. L'inspecteur avait dit au lieutenant-colonel Flint qu'il ne voulait pas que ses hommes bougent parce que le tir continuait dans la même direction, surtout du village et de l'olivette et qu'un tir d'armes automatiques continuait sans arrêt d'Augusta Victoria. Le lieutenant-colonel Flint avait répété que le cessez-le-feu était sûr et qu'il emmènerait les blessés. Il avait alors ordonné aux brancardiers de se lever et de se rendre auprès des blessés; un brancardier avait été alors blessé bien qu'il ne fût pas armé. Le lieutenant-colonel Flint avait essayé d'atteindre les blessés en agitant un drapeau blanc. En chemin, le lieutenant-colonel Flint avait été tué par un coup de feu isolé tiré de la direction d'Issaoufa. Après cela, l'inspecteur avait décidé de ne pas bouger et d'attendre la nuit. Entre temps, les premiers blessés étaient morts. De l'avis du témoin, ils auraient pu être sauvés si on avait pu les évacuer plus tôt.

52. Interrogé sur les circonstances de l'évacuation, l'inspecteur a expliqué qu'il avait trouvé à peu près au point MR 1738 1336 les corps des deux policiers tués de la première patrouille. Il a déclaré que, connaissant bien l'itinéraire de la patrouille, il avait pu voir, de l'endroit où ils étaient tombés, qu'ils avaient été atteints par des coups de feu venus du village d'Issaoufa. L'inspecteur, interrogé, a répondu que les gens armés qu'il avait vus dans le village alors qu'il se trouvait lui-même dans le secteur du Jardin de Salomon étaient des soldats avec quelques civils armés. Il les avait vus tirer sur la patrouille. Ce qu'il avait appelé la "gauche de l'olivette", l'inspecteur le localisa sur une carte au point MR 17425 13401. Parlant du bruit du tir et de la direction dans laquelle le lieutenant-colonel Flint se dirigeait, le témoin a déclaré que le coup de feu qui avait atteint le lieutenant-colonel Flint avait été tiré du village d'Issaoufa et d'une distance de 400 mètres environ.

53. Comme dans le cas des dépositions faites par les habitants du village d'Issaoufa (voir par. 38), les enquêteurs de l'UNTSO ont signalé que les réponses données par les deuxième et troisième témoins israéliens étaient sujettes à réserves.

Le commandant de la police du secteur juif qui, en tant que premier témoin, avait fait un récit complet de la suite des événements du 26 mai, a été présent pendant tout l'interrogatoire des deux autres témoins. Il leur a, à maintes reprises, soufflé la réponse et a parfois interrompu leurs dépositions, après quoi ils ont repris leurs témoignages en d'autres termes. Le commandant de police en question a également écrit plusieurs notes pour que l'un des témoins les lise comme partie de sa déposition.

e) Circonstances de la mort du lieutenant-colonel Flint

54. Les circonstances générales de la mort du lieutenant-colonel Flint, qui était mon représentant pour le mont Scopus en même temps que Président de la Commission mixte d'armistice jordano-israélienne, sont décrites à la section a) du présent rapport et en particulier aux paragraphes 11 à 15. Des dépositions sur les circonstances de sa mort ont également été recueillies auprès de témoins tant du côté jordanien que du côté israélien, comme il est dit aux paragraphes 37, 46 et 51 ci-dessus.

55. Il semble, d'après la description de la suite des événements dont on a parlé ci-dessus, que quelques minutes avant sa mort, le lieutenant-colonel Flint était dans le secteur du groupe immobilisé avec trois observateurs de l'ONU dont deux se trouvaient avec lui depuis un certain temps tandis que le troisième venait d'arriver. L'un des observateurs était à son côté quand il décida de se rendre vers le lieu où un Israélien avait été atteint d'un coup de feu quelques minutes plus tôt, alors que les deux autres se trouvaient à environ 20 et 30 mètres respectivement. Lorsque le lieutenant-colonel Flint a commencé à se diriger vers le blessé israélien, il s'est trouvé en l'espace de quelques secondes hors de vue de l'observateur qui l'accompagnait. En revanche, les deux autres observateurs de l'ONU qui avaient vu le lieutenant-colonel Flint commencer à se déplacer, le regardaient avec une attention toute particulière au moment même où il a été touché, étant donné le danger de la situation et le fait qu'il était, à ce moment, la seule personne qui n'était pas couchée. Ces deux observateurs étaient donc extraordinairement bien placés pour pouvoir décrire par la suite la position exacte du lieutenant-colonel Flint à l'instant où il a été atteint. Leur témoignage concordant indique qu'à cet instant, il ne bougeait pas, mais cherchait à se protéger du côté est, son corps étant légèrement incliné vers la gauche, et que

tant sa tête que son corps faisaient face directement à l'est, en direction de la mer Morte. Selon les deux observateurs, cette attitude semble devoir s'expliquer par le fait qu'à ce moment le groupe croyait que les coups de feu des tireurs isolés provenaient de l'est.

56. L'examen du corps du lieutenant-colonel Flint a révélé que la balle qui l'a tué a pénétré par le côté gauche de la poitrine, après avoir traversé la chair du bras gauche, et s'est déplacée de la gauche et du haut vers la droite en suivant une ligne descendante dirigée un peu vers l'arrière. La balle est allée se loger sous la peau, dans la partie droite du dos, et a été extraite à l'hôpital, le 27 mai, en présence de l'assistant médical de l'UNTSO.

57. La conclusion provisoire de l'enquête menée sur les circonstances de la mort du lieutenant-colonel Flint est donc que celui-ci a été probablement tué par une balle tirée du territoire sous contrôle jordanien au nord-nord-est. Le seul doute qui subsiste à ce sujet tient à ce qu'il est possible encore que cela puisse être considéré comme improbable, que la balle ait fait un ricochet après avoir frappé un corps dur. Ce doute pourrait peut-être être éliminé par les conclusions de l'examen balistique qui a été ordonné, mais dont on ignore encore les résultats. Cet examen pourrait également élucider la question de la distance de laquelle la balle a été tirée ainsi que celle de la marque de la balle.

f) Eventualité d'une enquête sur les lieux

58. Dans la lettre que j'ai adressée aux parties, le soir du 26 mai, pour les informer de mon intention d'entreprendre, le lendemain, une enquête sur l'incident (voir par. 25 ci-dessus), je leur ai dit que j'espérais que l'équipe d'enquêteurs de l'UNTSO disposerait, sur le mont Scopus, d'une liberté de mouvement complète pour accomplir sa tâche. Le Directeur général du Ministère des affaires étrangères d'Israël a répondu immédiatement qu'il jugeait "essentiel, pour empêcher la situation de s'aggraver, que les observateurs de l'ONU coopèrent avec la police israélienne et notamment qu'ils n'utilisent, dans le secteur israélien, que les accès et itinéraires autorisés". Au cours de l'entrevue que j'ai eue, le 27 mai, avec le Commandant israélien de la région de Jérusalem (voir par. 26 ci-dessus), j'ai demandé qu'en raison de la tension qui régnait dans le secteur, aucun soldat israélien ne se tienne ou ne se rende en dehors de l'enceinte de la zone université hébraïque - Hôpital Hadassah, dans le secteur juif du mont Scopus, tant que des observateurs militaires de l'ONU se trouveraient en un point quelconque de cette

zone. Cette demande a été rejetée. Les autorités israéliennes ont donc refusé d'accorder à l'UNTSO une liberté de mouvement complète pour procéder à l'enquête.

59. Dans l'après-midi du 27 mai, quand l'équipe d'enquêteurs de l'UNTSO s'est rendue dans le secteur juif du mont Scopus pour commencer à interroger les témoins, le chef de la police israélienne a refusé de faire venir les témoins dans les bâtiments du secteur juif. Il a déclaré que d'après les ordres qu'il avait reçus, l'interrogatoire des témoins ne devait avoir lieu que sur les lieux de l'incident, en présence et sous la protection d'une patrouille israélienne armée. L'équipe d'enquêteurs de l'UNTSO a refusé de recueillir les témoignages dans ces conditions, et, après qu'on lui eût refusé à nouveau le droit d'interroger les témoins dans le bâtiment, elle a quitté le secteur juif du mont Scopus.

60. Le soir du même jour, les autorités israéliennes ont changé d'avis sur la question du lieu où les témoins pourraient être entendus, et les 28, 29 et 30 mai, des témoins ont été interrogés dans les bâtiments de l'Hôpital Hadassah, dans le secteur juif (voir section d) ci-dessus).

61. Le 28 mai, après que l'on eut terminé, pour ce jour-là, l'interrogatoire des témoins à Hadassah, dans le secteur juif du mont Scopus, l'observateur qui dirigeait l'équipe d'enquêteurs a demandé à pouvoir se rendre sur les lieux de l'incident. Le chef de la police israélienne a répondu que l'enquête sur les lieux devait être menée en présence et sous la protection d'une patrouille armée israélienne.

62. Au cours des journées des 29 et 30 mai, c'est-à-dire pendant que l'interrogatoire des témoins israéliens s'achevait à Hadassah, les autorités israéliennes ont continué d'affirmer que l'interrogatoire des témoins dans le secteur du Jardin de Salomons ne pouvait avoir lieu que sous la protection des armes; elles ont seulement accepté, à un certain moment, que les armes soient portées par les témoins eux-mêmes et non par une patrouille qui les accompagnerait.

63. Le soir du 30 mai, le délégué principal d'Israël a informé verbalement le quartier général de l'UNTSO que si l'UNTSO donnait aux autorités israéliennes la "garantie" que l'autre partie ne tenterait pas d'intervenir, les témoins seraient autorisés à se rendre sur les lieux de la fusillade sans porter d'armes. Cette prise de position m'a été réitérée dans une lettre du 1er juin que j'ai reçue du Directeur des affaires de l'armistice (Ministère des affaires étrangères d'Israël).

64. A ce moment, on avait fini d'entendre les témoins de part et d'autre et l'on avait analysé les témoignages, et l'observateur chargé de l'enquête m'avait rendu compte du déroulement des opérations. Après avoir examiné la question avec les enquêteurs, l'observateur était arrivé à la conclusion qu'en l'espèce, une descente sur les lieux de l'incident n'ajouterait rien d'important aux preuves. Il était généralement indispensable, pour enquêter sur des incidents marqués par des coups de feu, de se rendre sur les lieux de la fusillade pour rassembler des éléments de fait : configuration du terrain, marques des coups de feu et endroits utilisés pour s'abriter du feu, traces d'armes à feu, taches de sang, pistes, etc. En revanche, l'enquête en question était sans précédent en ce sens que six observateurs de l'ONU s'étaient trouvés dans le secteur peu après le début de l'incident; deux d'entre eux s'étaient avancés le long de l'itinéraire de la patrouille à la recherche des blessés et les quatre autres avaient été immobilisés tout près des policiers israéliens et avaient essuyé des coups de feu. Trois observateurs avaient vu tuer leur supérieur, étaient ensuite restés collés au sol pendant deux heures et demie dans le secteur et avaient pris part à l'évacuation et aidé à porter à l'université hébraïque, après la nuit tombée, les brancards où l'on avait mis les morts et les blessés. Les observateurs pouvaient donc confirmer beaucoup de faits habituellement contestés et de toute façon, il n'était pas possible d'établir par une descente sur les lieux les faits allégués par l'une des parties mais non confirmés.

65. J'ai donc estimé qu'une enquête sur les lieux ne pouvait rien ajouter d'important à ce qu'on savait de l'incident, et j'ai décidé de clôturer l'enquête et de rendre compte au Secrétaire général comme j'en avais été prié.

g) Conclusions

66. Comme il arrive très souvent dans les enquêtes sur des incidents marqués par des échanges de coups de feu, des dépositions contradictoires sur le point de savoir qui a tiré le premier ont été recueillies de témoins se trouvant respectivement du côté jordanien et du côté israélien. Il n'y avait pas d'observateurs militaires de l'ONU dans la région au moment où l'incident a éclaté. Outre les dépositions des témoins israéliens, les autorités israéliennes invoquent, pour prouver que les Jordaniens ont été les premiers à faire feu, un passage d'une émission radiophonique de Radio-Kamallah, que la presse jordanienne a également publié, le lendemain, sous une forme modifiée. D'après cette émission, une force israélienne a traversé la ligne de démarcation de l'armistice en se dirigeant vers le village d'Issaouïa et "des forces jordaniennes ont ouvert le feu sur la force israélienne à partir d'un poste d'observation jordanien". D'après la plainte jordanienne visée au paragraphe 24 du présent rapport, c'est la force israélienne qui a ouvert le feu.

67. D'après les constatations des observateurs les coups de feu tirés du côté jordanien ont été plus nombreux et le secteur dont ils partaient était plus étendu qu'il ne ressort des témoignages obtenus du côté jordanien. Les constatations des observateurs selon lesquelles les coups de feu du côté jordanien semblaient provenir de points situés "à l'est du village d'Issaouïa" et "au nord-est du Jardin de Salomons" paraissent établir la probabilité que des coups de feu ont été tirés de l'olivette dont ont parlé les témoins israéliens.

68. Les assertions des témoins israéliens, selon lesquelles des coups de feu dirigés sur les Israéliens ont été tirés du village d'Issaouïa même, n'ont pas été confirmées par les constatations des observateurs qui se trouvaient dans ce secteur. Il y a eu constamment au moins un observateur dans le village depuis 14 h. 45 (heure locale). En outre, au cours de l'après-midi, deux observateurs sont allés à pied d'Issaouïa au Jardin de Salomons et en sont revenus, et deux observateurs sont également allés du village au Jardin, par une route qui

descend du village dans la vallée et remonte sur le versant opposé. Aucun des observateurs dans la région n'a, à aucun moment, entendu de coups de feu tirés du village ni vu de soldat ou de civil portant des armes dans le village.

69. Les observateurs qui ont été dans le secteur depuis 14 h. 45 (heure locale) environ n'ont pas confirmé que des coups de feu ont été tirés du côté jordanien du secteur d'Augusta Victoria ou du mont des Français, comme des témoins israéliens l'ont prétendu.

70. Les constatations des observateurs ont établi que des coups de feu ont été tirés après les heures auxquelles de part et d'autre les témoins prétendent que le feu avait complètement cessé de leur côté, soit 15 h. 30 (heure locale) du côté israélien et de 15 h. 30 à 16 h. (heure locale) du côté jordanien. Des coups de feu ont été tirés des deux côtés jusqu'à 16 h. 30 (heure locale) et des coups de feu isolés ont été tirés, apparemment du côté jordanien seulement, après cette heure.

71. Alors que quatre Israéliens ont été tués et que deux Israéliens ont été blessés, aucune perte n'a été signalée du côté jordanien. Ainsi qu'il est dit au paragraphe 57 ci-dessus, il est probable que le lieutenant-colonel Flint a été tué par un coup de feu tiré du territoire sous contrôle jordanien.

72. J'ai signalé plus haut dans le présent rapport, chaque fois qu'il le fallait, les difficultés qui avaient limité la possibilité qu'avait l'UNTSO de recueillir plus de renseignements sur les circonstances de l'incident.

73. Le grave incident du 26 mai 1958 a été précédé d'incidents similaires, moins graves, qui ont éclaté de temps à autre dans une atmosphère de tension et auxquels la police israélienne de la section juive du mont Scopus a été également mêlée. Les efforts déployés par le lieutenant-colonel G.A. Flint et par moi-même en vue d'atténuer la tension en limitant les possibilités de contacts et de conflits entre la police israélienne et les Arabes du mont Scopus n'ont eu jusqu'ici aucun succès.

74. Au contraire, les contacts et les conflits ont continué à devenir plus fréquents à la suite de l'intensification des patrouilles de la police israélienne et des réactions que la chose provoquait. En outre, comme l'incident du 26 mai est survenu en un lieu situé dans le secteur qui se trouve au sud d'Issaouïa et au nord-est des bâtiments de l'université hébraïque et du laboratoire, il convient

de prêter une attention spéciale au conflit entre Arabes et Israéliens, à propos des activités de civils arabes et des patrouilles de la police israélienne dans ce secteur^{1/}.

75. A la suite de la signature de l'Accord du mont Scopus du 7 juillet 1948, l'autorité des Nations Unies, selon les dispositions de l'Accord, a été pendant plusieurs années suffisamment reconnue pour que le Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et son représentant pour le mont Scopus aient pu prévenir ou régler de temps à autre des différends entre Israéliens et Arabes sur le mont Scopus. Une clôture entourait et entoure encore actuellement les bâtiments juifs et le souci dominant du représentant du Chef d'état-major était alors de prévenir les différends que pourrait provoquer le désir des civils arabes de cultiver la terre, de récolter des olives ou de réparer une maison dans le voisinage immédiat de cette clôture, qui les séparait des bâtiments gardés et habités par la police juive et les civils visés au paragraphe 4 de l'Accord du 7 juillet 1948. Le représentant du Chef d'état-major a continué jusqu'à présent à demander aux Arabes de ne pas travailler à moins de cinquante mètres environ de la clôture, sauf s'il avait pu obtenir de la police israélienne l'assurance que rien ne viendrait troubler les travaux envisagés.

76. Au nord de la zone démilitarisée, la sécurité du bâtiment de l'Hadassah a été accrue par l'évacuation en 1948 de sept maisons arabes qui avaient été réoccupées après la signature de l'Accord du 7 juillet 1948. Ces maisons, situées en dehors de la clôture dont il est question au paragraphe précédent, se trouvent à proximité du bâtiment de l'Hadassah, à l'est et au sud-est, et leur évacuation a empêché les contacts et les conflits dans ce secteur. En 1952, la police israélienne a envoyé des patrouilles dans le secteur des sept maisons. Le représentant du Chef d'état-major a demandé qu'il soit mis fin à ces patrouilles. Le 10 octobre 1952, l'inspecteur commandant la police a déclaré : "Ces maisons se trouvent dans notre zone". Le 18 décembre 1952, il a indiqué que les patrouilles avaient été envoyées parce que des enfants arabes avaient pénétré

^{1/} Le secteur que les Israéliens désignent sous le nom de Jardin de Salomons ou Shlomit Garden est appelé Ras es Sullam sur la carte de Jérusalem (Palestine Survey, 1946), annexée à la Convention d'armistice général.

dans le secteur et qu'on n'en enverrait de nouvelles qu'en cas de nécessité. Depuis, aucune représentation n'a pu empêcher la police israélienne de patrouiller le secteur^{1/}.

77. Les maisons visées au paragraphe précédent sont alignées du nord au sud. Celles du nord sont à proximité de la route qui, faisant le tour du cimetière militaire britannique et passant au nord du bâtiment de l'Hadassah, a été utilisée au cours des dix dernières années par les habitants d'Issaouïa allant à Jérusalem ou en revenant^{2/}. Quand la police israélienne patrouille le secteur des sept maisons, elle patrouille aussi fréquemment la partie de la route utilisée par les habitants du village. Ces derniers se sont plaints de façon répétée que la police israélienne effrayait ou insultait des femmes arabes. Le 22 mai 1958, j'ai attiré l'attention du Ministère des affaires étrangères israélien sur des plaintes précises selon lesquelles, deux jours de suite, des femmes arabes qui tiraient de l'eau d'un puits situé au nord de la route qui va à Issaouïa avaient été insultées et

^{1/} Au début, les patrouilles ne dépassaient pas le secteur des sept maisons dans la direction de Issaouïa. Le 8 septembre 1953, le Moukhtar s'est plaint de ce que les Israéliens avaient récemment envoyé des patrouilles aux abords du village. L'inspecteur commandant la police israélienne a déclaré au représentant du Chef d'état-major pour le mont Scopus "qu'une patrouille de deux hommes avait reçu pour instructions de visiter le secteur des maisons vides une ou deux fois par jour mais qu'il avait donné pour ordre au caporal responsable de ne pas franchir la ligne de démarcation entre ce secteur et le village. Il a ajouté qu'il n'avait jamais envoyé de patrouille de nuit. Il ... a également assuré [le représentant du Chef d'état-major] qu'il ferait une enquête et veillerait à ce que la patrouille n'outrepasse pas ses ordres".

^{2/} Au nord du bâtiment de l'Hadassah, les paysans n'ont pas utilisé le tronçon de route parallèle à la clôture, mais un chemin détourné passant plus au nord. Ainsi, des contacts étroits avec les postes de police israéliens situés derrière la clôture ont été évités. Il y a eu quelques cas d'Arabes essayant d'utiliser "la route interdite". Le 6 avril 1950, l'inspecteur de l'ONU pour le mont Scopus a indiqué dans un rapport qu'au cours de son inspection hebdomadaire de la région du mont Scopus, on lui avait signalé dans la zone israélienne que deux Arabes d'Issaouïa avaient été arrêtés par la police israélienne sur "la route interdite" parallèle à la clôture, devant l'hôpital. Ils avaient été relâchés après avoir reçu un avertissement de l'inspecteur de police israélien.

effrayées. Le Ministère des affaires étrangères israélien a démenti le 23 mai ces allégations. Le 24 mai, le lieutenant-colonel G.A. Flint a visité Issaouïa et rendu compte qu'il avait trouvé les habitants visiblement agités, "plus qu'à d'autres occasions", par ce qu'ils appelaient des insultes aux femmes.

78. Le fait que les patrouilles israéliennes ont mis fin à la circulation sur la route visée au paragraphe précédent est également une cause d'irritation pour les habitants d'Issaouïa^{1/}. (On a également empêché les villageois de réparer la route, argument pris qu'elle se trouvait dans le "secteur israélien".)

1/ Le présent rapport traite de l'incident du 26 mai 1958 et des événements qui l'ont précédé. Depuis le 1er juin 1958, les patrouilles israéliennes arrêtent non seulement les véhicules mais aussi les piétons arabes. Des heurts entre la police et les villageois se sont produits les 1er et 2 juin. Les Israéliens ont affirmé à de nombreuses reprises que les villageois possèdent des armes à feu. Ces armes ne sont toutefois pas apparues au cours des incidents susvisés avec la police israélienne qui a ouvert le feu sur les villageois dont un a été tué d'une balle le 2 juin. Un observateur de l'ONU l'a vu tomber sur la route à 25 mètres environ du policier juif le plus rapproché. Il faisait partie d'un groupe de dix arabes environ, quelques uns portaient des bâtons, des pioches ou des hoes, qui avaient échangé des invectives avec une patrouille de six policiers environ qui était arrivée sur les lieux. Les premiers coups de feu tirés par la patrouille ont été suivis de quelques quatre coups de feu isolés, dont un a tué l'Arabe.

Au sujet de l'arrêt de la circulation, il est à noter qu'à deux reprises déjà la police israélienne a essayé de limiter ou d'interdire la circulation arabe sur la route d'Issaouïa à Jérusalem. La première tentative remonte à juin 1954. La deuxième a commencé par l'installation d'un barrage sur la route le 17 février 1955. Le major général E.L.M. Burns a demandé "que soit rapporté tout ordre tendant à interdire l'usage de la route à tous véhicules autres que les véhicules de l'ONU, et en particulier tous ordres tendant à établir des chicanes ou barrages ou à recourir à la force et aux armes à cet effet". Le barrage installé par la police israélienne a été enlevé le 27 mars 1955. J'ai adopté la même attitude que le général Burns en ce qui concerne les entraves à la circulation - en particulier, dans le cas qui nous occupe, à la circulation des piétons. La position israélienne au sujet de la fermeture actuelle de la route à la circulation arabe est que cette fermeture "a été imposée par des considérations de sécurité à la suite de l'attaque perpétrée le 26 mai contre la police israélienne; à laquelle des habitants d'Issaouïa ont pris part, et de tentatives répétées, faites dans le passé, par les villageois, cherchant à gagner du terrain sur notre zone en y étendant leurs pâtures et leurs terrains de culture". Nous avons examiné dans la première partie du présent rapport les allégations concernant la participation des habitants d'Issaouïa à l'incident du 26 mai 1958. La question des tentatives passées visant à étendre les pacages et les cultures dans la section juive du mont Scopus sera examinée dans les paragraphes suivants.

79. Les secteurs visés ci-dessus, c'est-à-dire celui des sept maisons et celui de la route au nord d'Hadassah, sont depuis longtemps les plus névralgiques, mais des incidents se sont également produits dans deux autres secteurs situés plus au sud, à savoir les pentes occidentale et orientale du mont Scopus.

80. Les incidents survenus sur les versants ouest et est du mont Scopus sont liés à la "controverse des cartes". Il existe deux cartes, qui assignent à la zone démilitarisée du mont Scopus des limites différentes. Du côté israélien, on considère que la carte valable - celle qui est visée dans le premier paragraphe de l'Accord du 7 juillet 1948 - est une carte "SCOPUS-UN" datée du 8 juillet 1948 et paraphée "F.M.B." (les initiales de M. Begley, fonctionnaire du Secrétariat de l'ONU, qui faisait alors partie du personnel du médiateur et a aidé à rédiger l'Accord, bien qu'il ne l'ait pas signé). Du côté jordanien, on estime que la carte valable est la carte (plus soigneusement établie) des lignes de trêve dans la région de Jérusalem, paraphée par le Commandant des forces arabes et par M. Begley qui, avec le Commandant des forces israéliennes et le Président de la Commission d'armistice des Nations Unies ont signé l'Accord du 21 juillet 1948 "entre les Commandants militaires arabe et juif" concernant "la méthode de contrôle du no-man's-land et d'autres détails de la trêve prenant effet le 17 juillet 1948". Cette carte n'a pas été paraphée par le Commandant militaire juif et Israël n'accepte pas sa délimitation de la zone démilitarisée du mont Scopus, dont il n'est pas question dans le texte de l'Accord. Par suite, étant donné que la "carte du 7 juillet 1948", reconnue par Israël comme valable, couvre une zone plus étendue que la "carte du 21 juillet 1948", reconnue comme valable par la Jordanie, il existe sur le mont Scopus des secteurs qu'Israël considère comme étant à l'intérieur de la zone démilitarisée et la Jordanie comme étant dans le territoire placé sous son contrôle.

81. Lorsque la police israélienne envoie, de l'hôpital Hadassah ou de l'université hébraïque, des patrouilles armées chargées de contrôler certaines zones, et notamment, comme le cas s'est produit récemment, les zones comprises entre la ligne "du 7 juillet" et la ligne "du 21 juillet", les cultivateurs ou bergers arabes qui sont gênés dans leurs travaux et dont "les femmes et les enfants prennent peur" en éprouvent du ressentiment. Les autorités et la population

jordaniennes sont également irritées par ce qu'elles considèrent comme une tentative israélienne d'affirmer, par des patrouilles armées, la validité de droits prétendument fondés sur la carte "du 7 juillet". Ces trois facteurs - envoi de patrouilles armées pour faire valoir le droit de contrôler les "zones israéliennes" et l'activité des habitants arabes des villages situés dans ces zones; ressentiment des Arabes vivant dans les villages; ressentiment des autorités et de la population jordaniennes - ont contribué à la tension qui a abouti à l'incident du 26 mai.

82. Au cours de sa mission de décembre 1957 et janvier 1958, M. Francisco Urrutia a abordé la question de la carte et en a discuté avec les deux gouvernements intéressés. Les preuves qui ont été produites n'ont pas permis de faire avancer le règlement de la controverse.

83. La première plainte pour activité de patrouilles israéliennes sur le versant occidental du mont Scopus, entre la ligne "du 7 juillet" et la ligne "du 21 juillet" remonte au mois de janvier 1954 : à cette époque, un cultivateur arabe a signalé qu'il avait été forcé, sous la menace, de quitter le champ qu'il labourait au sud-ouest du bâtiment de l'Hadassah.

84. On n'enregistra plus aucune autre plainte touchant les activités de patrouilles israéliennes sur le versant occidental du mont Scopus jusqu'en 1957; cette année-là, on a allégué à plusieurs reprises que des patrouilles avaient pénétré dans une maison située au point MR 17333 13310, au sud-ouest de l'université hébraïque (maison Shihaby). D'après les observateurs militaires des Nations Unies, ces allégations pouvaient être le résultat d'une illusion d'optique (la maison en question est située de l'autre côté de la clôture, mais tout près).

85. C'est dans la zone comprise entre les lignes "du 7 juillet" et "du 21 juillet", au nord-ouest de la maison Shihaby, que s'est produit l'incident du 16 février 1958. (Ce jour-là, une patrouille de police israélienne avait été envoyée à cet endroit

pour mettre fin à des "travaux de culture illégaux".^{1/} Elle a échangé des coups de

1/ Lorsque la délégation israélienne s'est plainte de cet incident, elle a précisé qu'elle ne demandait aucune enquête. Cependant, étant donné la responsabilité particulière qui incombe aux Nations Unies en ce qui concerne la zone démilitarisée du mont Scopus, le représentant du Chef d'état-major a tenté de vérifier les faits. L'inspecteur de police israélienne a donné au sujet des "travaux de culture illégaux" les précisions suivantes : "En juillet 1956, le général Burns a pris une décision très importante constatant que les deux parties revendiquent la souveraineté de la zone controversée. D'un côté comme de l'autre, nul n'est autorisé à travailler dans les zones en litige, à s'y déplacer ou à les mettre en valeur. Puisque l'autre partie a fréquemment passé outre à cette décision, il ne nous reste plus qu'à franchir la clôture et à crier pour que les intrus quittent la zone en question. S'ils veulent continuer à nous empêcher d'envoyer des patrouilles de l'autre côté de la clôture pour leur dire de s'en aller, nous serons obligés d'ouvrir le feu." L'inspecteur de police israélien parlait d'une décision très importante prise par le général Burns en juillet 1956. Le 24 juillet 1956, des coups de feu avaient été échangés entre la police israélienne et des soldats jordaniens qui étaient entrés dans une maison située juste au sud-ouest de l'université hébraïque, entre la ligne "du 7 juillet" et la ligne "du 21 juillet". Le lieutenant-colonel Flint, un autre observateur des Nations Unies et un officier jordanien avaient été blessés par l'explosion d'une mine alors qu'ils prenaient des dispositions pour faire évacuer les soldats jordaniens pendant un cessez-le-feu. Après cet incident, le général Burns a fait paraître une déclaration dont le dernier paragraphe était ainsi conçu : "Le Chef d'état-major tient à rappeler aux autorités israéliennes et jordaniennes qu'elles ne doivent tenter ni les unes ni les autres de faire valoir de droit sur le mont Scopus au moyen d'une action militaire. Il est fermement résolu à maintenir dans la zone démilitarisée l'autorité conférée aux Nations Unies par l'Accord du 7 juillet".

Cette déclaration du Général Burns n'est certainement pas la "décision très importante" sur laquelle la police israélienne s'est fondée pour envoyer des patrouilles, empêcher la partie adverse de travailler dans les zones en litige, de s'y déplacer ou de les mettre en valeur. Dans l'impossibilité de trouver trace de cette décision, le Chef d'état-major par intérim de l'UNTSO a consulté le général Burns. Celui-ci a répondu qu'il était à peu près sûr que tout ce qu'il avait pu dire au sujet de la zone comprise entre la ligne "du 7 juillet" et la ligne "du 21 juillet" concernait la maison où les soldats jordaniens étaient entrés en juillet 1956 et peut-être aussi les maisons voisines. A l'époque, ni l'une ni l'autre des parties n'étant disposée à appliquer intégralement l'Accord du 7 juillet 1958, la seule politique qui lui avait paru raisonnable était de maintenir le statu quo de 1954 et de veiller à ce que nul ne provoque des troubles en entreprenant de nouvelles activités dans la zone. Il n'existait évidemment aucune description détaillée du statu quo de 1954, et la politique préconisée n'avait pas été exposée par écrit.

feu avec une patrouille de police jordanienne dans une maison située au point MR 17300 13319, d'après la version jordanienne, ainsi qu'avec des Jordaniens dans la zone d'Augusta Victoria, selon la version israélienne rejetée par la Jordanie. Trois Israéliens ont été légèrement blessés, à savoir un membre de la patrouille de police ainsi qu'un policier et un civil qui se trouvaient dans la zone de la Bibliothèque, de l'autre côté de la clôture. Chacune des parties a accusé l'autre d'avoir ouvert le feu).

86. L'incident du 26 mai 1958 dont il est question dans la première partie du présent rapport a eu lieu sur le versant est du mont Scopus, dans le Jardin de Salomons (Ras es Sullam). Israël, se fondant sur la "carte du 7 juillet 1948", considère que cette zone se trouve dans la "section juive de la zone démilitarisée", tandis que la Jordanie, se fondant sur la "carte du 21 juillet 1948", la considère située non pas dans la zone démilitarisée, mais en territoire sous contrôle jordanien.

87. Les premières plaintes pour activité de patrouilles israéliennes dans la zone visée au paragraphe précédent remontent au mois d'août 1957. Le 2 août, on a allégué que le jour même, comme les deux jours précédents, des policiers israéliens s'étaient approchés d'une grotte habitée située à la limite sud d'Issaoula, au point GR 1738 1337, au nord de Ras es Sullam (Jardin de Salomons). On a ajouté qu'ils avaient observé la zone tandis que des enfants et des femmes arabes pleuraient; après quoi ils étaient rentrés à l'université hébraïque. Le 2 août, on a montré à un observateur des Nations Unies, derrière la grotte, des empreintes de talons qu'auraient pu laisser des brodequins militaires. Le lieutenant-colonel Flint, accompagné de l'observateur des Nations Unies, a parlé de ces allégations arabes au chef de la police israélienne. Celui-ci a démenti que ses hommes se fussent rendus dans la zone en question.

88. A la suite d'une plainte selon laquelle le même secteur avait été parcouru par des patrouilles le 28 août et chaque jour de la semaine précédente, un observateur militaire des Nations Unies s'est rendu aux grottes le 29 août. Alors qu'il s'y trouvait, il a vu quatre policiers israéliens descendre des environs du Laboratoire. Il s'est porté à la rencontre des policiers, qui lui ont dit avoir été envoyés par leur chef et ont poursuivi leur chemin.

89. Le 31 décembre 1957, au cours d'un entretien avec M. Francisco Urrutia, le Ministre des affaires étrangères d'Israël a parlé du Jardin de Salomons. Elle venait d'apprendre, disait-elle, que des Arabes avaient planté des arbres dans cette "propriété privée juive"^{1/}.

90. A la suite d'une plainte, le 10 février 1958, d'un habitant d'Issaouia qui prétendait avoir vu, le 29 janvier, une patrouille israélienne casser quelques oliviers qu'il avait plantés au nord-est de Ras es Sullam, le lieutenant-colonel Flint et un observateur des Nations Unies se sont rendus sur les lieux le 11 février. L'agriculteur a déclaré qu'entre 1950 et 1953, il avait planté des pieds de vigne et des oliviers sur une parcelle (d'environ 100 mètres sur 75) achetée par lui en 1947 (il disait posséder des titres de propriété)^{2/}. Il a déclaré que six oliviers avaient été cassés par la patrouille israélienne. Cette première plainte a été suivie d'une autre, déposée le 24 février et concernant des arbres qui auraient été arrachés à Ras es Sullam le 23 février. A l'observateur des Nations Unies qui se rendit sur les lieux le 25 février, on déclara que cinq arbres avaient été arrachés. Outre les plaintes pour destruction d'arbres, d'autres plaintes ont été faites pour atteinte au droit de pâture (par exemple, le 29 janvier) et entraves aux travaux de labour (le 14 février) dans la même zone.

^{1/} Le 12 mai 1958, le responsable israélien pour le mont Scopus a remis au lieutenant-colonel Flint des photocopies de deux pages du "Registre des actes authentiques" du village d'Issaouia, où étaient consignés l'achat de deux parcelles par Mme V.F. Salomons en 1934 et leur vente à la Gan Shlomit Co. Ltd en 1937.

^{2/} A en juger par la description que l'agriculteur arabe a faite de cette parcelle, il est possible que celle-ci n'empiète pas sur le terrain vendu en 1937 à la Gan Shlomit Co., d'après les deux pages du Registre des actes authentiques (voir la note du paragraphe 89). Si la police israélienne est intervenue dans cette zone pour protéger des biens juifs, des experts pourront examiner et régler la question de la propriété des terres. Mon représentant pour le mont Scopus veillera alors à ce que les droits de propriété soient respectés, tout comme il a empêché les Arabes de se livrer à la culture à proximité des bâtiments juifs, et le calme pourra être rétabli dans la région.

91. Le 10 mai, la délégation jordanienne a signalé que "des membres des postes de contrôle jordaniens" avaient interpellé un groupe d'Israéliens armés qui avaient pénétré dans le secteur de Ras es Sullam et que les Israéliens, après avoir ouvert le feu, s'étaient retirés derrière la clôture. La presse israélienne a signalé que des policiers israéliens qui faisaient évacuer, par des bergers jordaniens, la région israélienne où ceux-ci s'étaient égarés avec leurs troupeaux, ont essuyé des coups de feu auxquels ils ont riposté.

92. L'incident du 10 mai n'a fait aucune victime. Il a été suivi, le 26 mai, par l'incident plus grave qui a fait l'objet de la première partie du présent rapport.

93. La situation actuelle peut se résumer comme suit :

- a) La coexistence pacifique des villageois arabes et de la police israélienne sur le mont Scopus est possible tant qu'on évite contacts et conflits entre eux. L'évacuation des sept maisons (voir paragraphe 76 du présent rapport), la défense faite aux Arabes par les observateurs de l'ONU de se livrer à la culture et à d'autres activités à proximité des bâtiments juifs (voir paragraphe 75 du présent rapport) ont constitué et peuvent encore constituer des mesures pratiques de nature à éviter ces contacts et ces conflits.
- b) Les patrouilles effectuées par la police israélienne dans des régions habitées ou cultivées par des Arabes ont abouti à des contacts et à des conflits. Ces patrouilles ne sont pas ordonnées par le "Commandant des Nations Unies ... sous les ordres [duquel] les polices civiles armées, l'arabe et la juive, seront placées ... dans leurs zones respectives" (paragraphe 3 de l'Accord du 7 juillet 1948 sur la délimitation de la zone du mont Scopus).
- c) On a soutenu que ces patrouilles sont nécessaires pour des raisons de sécurité. De telles raisons peuvent difficilement être invoquées à moins qu'il n'y ait, comme indiqué ci-dessus, des contacts - qui peuvent être évités - entre la police israélienne et les villageois arabes^{1/}.

^{1/} Il y a eu très peu de cas où la sécurité de la police israélienne ait été menacée - en dehors des incidents mentionnés dans le présent rapport, au cours desquels des patrouilles de police ont été mêlées à des échanges de coups de feu. Un incident s'est produit dans la nuit du 25 février 1950 :

- d) A diverses reprises, Israël s'est plaint : 1) de la présence de soldats jordaniens à Issaouïa, 2) de ce que les villageois détenaient des armes à feu. Les observateurs de l'ONU se rendent fréquemment à Issaouïa et ils sont convaincus qu'à la suite des représentations faites aux Moukhtars et des mesures prises par les autorités jordaniennes, on a effectivement mis un terme aux visites que des soldats faisaient occasionnellement à des parents ou amis dans le village. Les observateurs s'occuperont aussi de toute nouvelle plainte d'Israël à ce sujet. En ce qui concerne la détention d'armes à feu par les villageois, il convient de noter que les allégations selon lesquelles des habitants d'Issaouïa auraient tiré sur la police israélienne n'ont pas été prouvées (voir le par. 68 ci-dessus concernant les prétendus coups de feu tirés d'Issaouïa pendant l'incident du 26 mai 1958). Les observateurs de l'ONU n'ont pas vu d'armes à feu au cours de leurs visites à Issaouïa^{2/}.

(Suite de la note 1 de la page précédente)

une patrouille israélienne a signalé qu'elle avait été attaquée par quelques civils arabes cherchant à voler des barres de fer près de l'Institut médical (un des bâtiments juifs qui se trouvent à l'intérieur de la clôture) et que les Arabes avaient jeté une grenade à main et tiré quelques coups de fusil. La patrouille a ajouté qu'elle avait ouvert le feu en direction des Arabes qui s'enfuyaient vers Issaouïa. L'officier commandant la police israélienne a déclaré s'être rendu le lendemain matin à Issaouïa et y avoir interrogé les notables qui avaient dit n'être au courant d'aucun vol et avaient suggéré que les voleurs venaient d'autres villages. On n'a relevé aucun autre cas d'officier de la police israélienne entrant à Issaouïa et interrogeant les villageois.

- 2/ On peut certainement considérer que ce n'est pas là une preuve suffisante. Israël a demandé que l'on fasse des perquisitions à Issaouïa pour y découvrir des armes et des munitions, mais cela paraît lié à la pleine exécution de l'Accord du 7 juillet 1948, dont il est question dans le rapport de M. Francisco Urrutia en date du 18 janvier 1958. Le Gouvernement israélien a lié à la pleine exécution de l'Accord la question de la demande jordannienne de perquisitions pour découvrir des armes et des munitions dans le secteur juif du mont Scopus. (D'après les allégations jordaniennes, la police civile israélienne a à sa disposition plus d'armes et de munitions qu'elle n'a été autorisée à en garder en 1948, à la suite de la démilitarisation de la zone du mont Scopus).

- e) En attendant la pleine exécution de l'Accord du 7 juillet 1948, envisagée au paragraphe 1 du rapport de M. Francisco Urrutia, en date du 18 janvier 1958, l'acceptation de ce que l'on a appelé le statu quo de 1954 pourrait aider à réduire la tension. Le commandant de la police israélienne a fait allusion à cette politique après l'incident du 16 février 1958 (voir la note du paragraphe 85 ci-dessus). D'après les explications de son initiateur, le général Burns, cette politique consistait à maintenir l'état de choses qu'il avait trouvé en 1954. Le fait qu'il n'existe, comme il l'a précisé, aucune description complète de l'état de choses de 1954 constitue évidemment une difficulté. Il a par exemple été difficile aux observateurs de l'ONU de déterminer quand la culture a cessé ou a repris dans un champ. Cependant, il vaudrait peut-être la peine d'examiner comment cette politique pourrait maintenant être appliquée dans la pratique. D'après la déclaration faite le 17 février 1958 par le commandant de la police israélienne, la décision du major général Burns était que "D'un côté comme de l'autre, nul n'est autorisé à travailler" dans les zones en litige "sur lesquelles les deux parties revendiquent un droit de souveraineté, à s'y déplacer ou à les mettre en valeur". A condition qu'il soit reconnu que la politique s'applique aux deux parties et doit être mise en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies seule, sans ingérence de l'une ou de l'autre partie, la question de l'existence ou de la non-existence de droits de souveraineté sur les zones comprises entre la ligne "du 7 juillet" et la ligne "du 21 juillet", qui est devenue une question brûlante, pourrait être laissée en suspens jusqu'à nouvel accord.

MONT SCOPUS - TOPOGRAPHIE

La zone démilitarisée du mont Scopus s'étend sur 2.000 mètres environ sur une colline allant du nord au sud à peu près à un kilomètre au nord-est de la vieille ville de Jérusalem.

Elle comprend des lieux désignés sous les noms de Hôpital Hadassah, Université hébraïque et Augusta Victoria, ainsi que le village arabe d'Issaouïa (Cf. paragraphe 1 de l'Accord du 7 juillet 1948). Il y a des arbres et des arbustes au sommet du mont.

Une arête se détachant de la colline principale et s'étendant sur 500 à 600 mètres en direction est-nord-est à partir des bâtiments de l'Université hébraïque est connue sous le nom de Ras es Sullam (Jardin de Salomons). Il s'agit d'un terrain rocailleux sans guère de végétation. Des arbustes rabougris offrent une certaine protection à la vue mais non pas un couvert véritable. L'élément saillant est une crête large de sorte que le flanc nord n'est pas visible du sud (secteur Augusta Victoria) et le flanc sud n'est pas visible du nord (village d'Issaouïa).

Le village d'Issaouïa est situé sur une autre arête qui se détache de la crête principale au nord, et qui s'étend également vers l'est-nord-est à quelque 500 mètres au nord du Jardin de Salomons dont elle est séparée par une vallée qui part du flanc est de la crête principale et qui descend vers l'est-nord-est.